

Introduction
Regards sur le XX^e siècle

Patrick HARISMENDY et Luc CAPDEVILA

Dans le court xx^e siècle de l'âge des extrêmes, la part de l'acteur en tant que sujet constitue d'évidence une thématique privilégiée et des plus nécessaires en Histoire. Les formes justement extrêmes de l'aliénation, de l'acceptation ou de l'enfouissement comme les répliques inverses d'affranchissement, de libération ou d'extériorisation interrogent sur les besoins conjoncturels de faire groupe, ou sous-groupe, de se donner ou de se désinhiber. De cet air des temps, les recherches de Jacqueline Sainclivier ont pris la juste mesure en s'employant à décrire, appréhender, jauger et faire hypothèse que les trajectoires des individus, « le cheminement personnel de certains d'entre eux¹ », qu'ils soient atomes ou s'agrègent dans des mouvements collectifs et fassent réseaux, ne pouvaient pas obéir à de commodes invariances mais s'enchaînaient dans des variables dont on ne saurait réduire la somme à un catalogue de *préconditions*². Il y a donc, dans la matrice historique, ce que l'on voit, avec l'arsenal des outils et des modes de classement utiles pour penser ; mais il y a aussi et avant tout les hommes et de manière croissante – dans l'historiographie – les femmes qui se rencontrent pour faire histoire – comme on fait corps, société, église... bref organisation. Historienne de la guerre, des transformations sociales et du changement politique de la France de l'Ouest avec un intérêt marqué pour les années 1940, Jacqueline Sainclivier a vu, de l'intime, le poids décisif des temporalités, les unes entravées (comme celle de son père, prisonnier dans un *Oflag* de représailles pendant la Seconde Guerre mondiale), les autres brisées ou au contraire accélérées par l'engagement résistant et combattant. Postuler que les hommes et les femmes sont action renvoie à un projet philo-

1. SAINCLIVIER J., *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, Rennes, PUR, 1993, p. 267.

2. Cf. Notamment l'analyse rédigée en collaboration avec Dominique Veillon, dans le cadre du bilan scientifique du cycle de six colloques « La Résistance et les Français » réalisé entre 1994 et 1997 par les universités Rennes 2, Aix-Marseille, Toulouse Le Mirail, Besançon, Bourgogne, le Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale (Bruxelles) et l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). SAINCLIVIER J. et D. VEILLON, « Sens et formes dans la Résistance », dans *La Résistance et les Français. Nouvelles Approches/Les Cahiers de l'IHTP*, n° 37, Paris, CNRS, 1997, p. 93-108.

sophique qui n'a pas ici à être développé mais dont on ne saurait négliger l'importance. Il y a donc, sous-jacente, l'idée que guerre ou paix, crise ou embellie importent peut-être moins que le devoir de progressisme dont les combats – d'intensités variables – sont le lot de chaque génération.

Dans cette optique, deux prismes orientent le sens profond de ces travaux et donnent le titre au volume. On pourrait voir dans la figure de l'engagement la note majeure de nos sociétés occidentales du premier xx^e siècle et entendre le second rythmé par le *tempo* de l'émancipation, l'un tourné vers Aron, l'autre vers Beauvoir ou Fanon. Plus que deux temps, c'est bien sûr deux plans qu'un même regard se porte dans la durée. Un butinage dans les titres d'ouvrages ou de périodiques confirme la plasticité de ces deux mots et donc la difficulté intrinsèque à les manier.

À prendre les choses sur le tard du xix^e siècle, l'engagement reviendrait au préalable, comme on le dit d'un engagement de cavalerie ou d'artillerie, comme on engage un projectile dans l'affût ou se prépare un assaut d'escrime. La *Grande encyclopédie*, reflétant le sens commun évoque la loi du 27 juillet 1872 sur l'engagement *conditionnel* dans l'armée, confirmait ce caractère limité en réduisant à un an le service militaire de certaines catégories d'appelés. En revanche, l'engagement décennal dans l'instruction publique ne dispense plus de ces obligations depuis la loi du 15 juillet 1889³. De ce fait, jusqu'à la fin des années 1850 l'engagement n'est à de très rares exceptions près jamais dissocié du recrutement militaire, puis de celui des marins de commerce (années 1850) – sur fond de débat sur le « louage d'ouvrage » bientôt appliqué aux théâtres (thème des années 1860, codifié en 1889). À la décennie suivante, la Chambre autorise l'engagement de dépenses municipales d'infrastructures. Mais c'est seulement avec l'émergence du courant radical dans le contexte morose des législatives de 1885 et le retour au mandat impératif que l'engagement des candidats à voter la Séparation est demandé par la Ligue anticléricale. En 1924, le *Barodet* recueille programmes, professions de foi et engagement des candidats. Une promesse n'engageant que ceux qui y croient, John Lilburne, le chef des Niveleurs, pouvait se sentir trahi par Cromwell et appeler à la révolte, (1659) tandis que la Commune de Paris (en 1790) ou des sections révolutionnaires (en 1792) donnaient leur parole aux bons citoyens, alors que *l'engagement exigé des professeurs de théologie d'enseigner la doctrine contenue dans la Déclaration du clergé de 1682* (1824) a valeur de serment. Solennité et sacralité, voilà bien ce que Chateaubriand réclame au Pape dont les « engagements politiques » devant l'Europe doivent être tenus⁴. Mais si l'engagement ou le désengagement politiques sont devenus des figures banales de notre univers mental, « entrée », « inscription », « adhésion »...

3. « Engagement », *Grande encyclopédie*, t. 15, Paris, H. Lamirault et Cie, 1900, p. 878 sq.

4. JACQUIN R., « Le discours de Chateaubriand au Conclave de 1829 », *Revue des Sciences religieuses*, t. 31, 1957, p. 302.

primèrent longtemps. En 1954, le MRP publiait un volume-mémorial pour justifier sa trajectoire mais, aussi bien Madeleine Grawitz que René Rémond recouraient encore aux guillemets, en 1959, pour appréhender les engagements des socialistes lyonnais ou des intellectuels⁵ enregistrant ainsi durablement cet acte comme une valeur, voire une exclusive de gauche. Un très long chemin heuristique a donc été parcouru pour qu'en 2003 et au nom du principe de réversibilité puisse être examiné *Le soldat volontaire en Europe au XX^e siècle* et passer de *l'engagement politique à l'engagement professionnel*⁶. Entre la fin des années 1950 et le début des années 2000 est venu le vieillissement de certains rhéteurs, mais surtout la surrection de la jeunesse et des jeunes donnant à l'engagement sa valeur matricielle et incubatrice.

Au cœur de ce glissement est justement l'étude de la Résistance qui s'insère dans un double processus générationnel puisqu'il s'agit de la rencontre d'une jeunesse historienne interrogeant des aînés qui furent eux-mêmes jeunes – sentiment que « ceux de 14 » n'ont pas engendré car immédiatement « vieux » et se considérant comme tels. L'historicité du fait résistant⁷ vue par la grille sociologique proposée par François Marcot au début des années 1990, mit en forme binaire « l'aspect *intentionnel* » et « l'aspect *fonctionnel* » pour comprendre le passage à l'acte des individus⁸, dans un contexte où recruter « c'était prendre de grands risques⁹ ». S'ajoute, systématisé ou pas, l'intégration des travaux de psychologie sociale relatifs à la « théorie de l'engagement » – source à la fois de méticuleuses attentions sur l'irréductibilité des trajectoires à un modèle prédéfini et de développements sur les démissions comportementales. Dans le prolongement de l'histoire des mentalités enrichie de la prise en compte renouvelée de l'événement, une nouvelle génération d'historiens s'attela à la fin des années 1970 à l'étude des imaginaires, des pratiques et des motivations, des attitudes et des comportements, mais aussi des cultures pour comprendre le fait résistant et les trajectoires des groupes et des individus dans la société française des années 1940¹⁰. Le « choc de l'occupation » puis son « refus » se sont

5. GRAWITZ M., « Monographie du parti socialiste à Lyon: note documentaire », *Revue française de science politique*, t. 9, 1959/2, p. 454-465; RÉMOND R., « Les intellectuels et la politique », *Revue française de science politique*, t. 9, 1959/4, p. 860-880.

6. HEYRIÈS H. J.-F. MURACCIOLE (éd.), actes du colloque de Montpellier (3-5 avril 2003), Montpellier, Pulim, 2008.

7. LABORIE P., « Qu'est-ce que la résistance? », dans MARCOT F., B. LEROUX et C. LEVISSÉ-TOUZÉ (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2006, p. 29-38.

8. MARCOT F. « Les paysans et la Résistance: problèmes d'une approche sociologique », dans SAINCLIVIER J. et C. BOUGEARD (dir.), *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, PUR, 1995, p. 245-255. Lire également, MARCOT F., « La Résistance dans ses lieux et milieux des relations d'interdépendance », dans *La Résistance et les Français. Nouvelles Approches/Les Cahiers de l'IHTP*, n° 37, Paris, CNRS, 1997, p. 129-146.

9. DOUZOU L., « Recrutement », dans MARCOT F., B. LEROUX et C. LEVISSÉ-TOUZÉ (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2006, p. 754.

10. Lire en particulier KEDWARD H. R., *Naissance de la résistance dans la France de Vichy 1940-1942. Idées et motivations*, Lyon, Champ Vallon, 1989; LABORIE P., *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Seuil, 1990; GUILLON J.-M., *La libération du Var: Résistance et nouveaux pouvoirs/Les Cahiers de*

ainsi vérifiés, dans les travaux de Jacqueline Sainclivier et d'autres chercheurs de sa génération, comme l'un des ressorts majeurs de « l'engagement résistant » en zone occupée dont participait la France de l'Ouest, en cherchant à comprendre dans quel « terreau » il s'enracinait¹¹. Une telle approche ne pouvait alors se développer qu'à la suite de « la connaissance interne de la Résistance », autrement dit par le contact des témoins¹². Précisément, le renouvellement historiographique majeur qui s'est opéré en France dans les années 1980-1990 autour de la Seconde Guerre mondiale au moment où s'inventait l'histoire du temps présent¹³ ou du très contemporain, sans se confondre avec l'histoire immédiate, a produit de vifs débats entre historiens. On en retrouve la trace dans ce volume à travers l'évocation essentielle de la relation entre l'historien et les témoins, partant, entre deux formes d'engagements.

La carrière de l'« émancipation » n'est pas plus linéaire. Au singulier, le mot pourrait servir de dernier terme d'un quadriptyque républicain assemblant la somme, non limitative, des *droits civiques* à la française. Au siècle des abolitions et des affranchissements prévaut l'idée d'une liberté conditionnelle ne signifiant pas égalité. L'émancipation des esclaves – qu'elle fût britannique ou française – demeure sous l'emprise idéologique du terrible *quasi quoddam jus domini* délimitant la puissance paternelle en droit romain et le Code civil, Liv. I, tit. X., libère mal le mineur émancipé – ou plus exactement autorisé à se détacher d'une tutelle comme l'indiquent nombre d'arrêts du Conseil sous l'Ancien Régime. Aussi imparfaite soit-elle, la dimension libératrice s'applique bientôt et par métonymie aux nations réduites en esclavage – aux yeux des Occidentaux –, telle la Grèce des années 1820... ou le Midi de la France qui, de manière récurrente depuis les années 1830, réclame sa différence¹⁴. Par assimilation et en régime censitaire, on sollicite alors l'émancipation des théâtres (1830), politique (1833), par l'éducation secondaire (1838), intellectuelle avec constitution d'une société *ad hoc* (1845), du peuple (1848-1849)... Au passage, le désir d'obtenir le suffrage universel et de s'en servir perce de plus en plus. En revanche, l'émancipation de « la femme » (1871) ou sexuelle de celle-ci (1911), reste frappée au sceau qu'en donnait Pierre Leroux pour lequel : « C'est par le

l'IHTP, n° 15, Paris, CNRS, 1990; Roussou H., *Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard/Folio, 1992.

11. SAINCLIVIER J., *La Bretagne dans la guerre, 1939-1945*, Rennes, Éd. Ouest-France, 1994; BOUGEARD C., *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord, 1939-1945*, Luçon, Éd. Jean-Paul Gisserot, 1995.

12. SAINCLIVIER J., *La Résistance en Ille-et-Vilaine*, *op. cit.*, p. 13.

13. Institut d'histoire du temps présent, *Écrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Histoire », 1993.

14. Courte vie en revanche pour « Les Provinces » [Texte imprimé] : recueil de documents sur l'abolition des servitudes révolutionnaires, la restauration des anciennes franchises nationales et l'émancipation des provinces et des communes/publié par quelques amis de l'ordre et des libertés civiles, politiques et religieuses (1831-1832).

mariage, l'égalité dans l'amour, que l'émancipation des femmes aura lieu véritablement. » L'oxymore se retrouve, contexte aidant, à travers *Grandeur de la France par l'émancipation des travailleurs et la colonisation algérienne* (1892). La question très débattue de l'émancipation juive (titre de périodique, 1916) introduit une inédite dynamique de l'Histoire après les épisodes de l'assimilation et de l'intégration communs aux minorités religieuses du XIX^e siècle, à la réserve que l'émancipation des juifs français ou des catholiques anglais se limitait à une simple réintégration que le sionisme latent dépasse de beaucoup. Anticléricale et anticapitaliste, mais réformiste, *L'Émancipation* (de Béziers, 1896) – organe de la fédération socialiste de l'Hérault – l'est assurément, reprenant le flambeau de Benoît Malon rédacteur d'un bref mais bien connu quotidien du Parti ouvrier français en 1880. Emblématique du syndicalisme des employés, le titre, repris à l'envi, fédère instituteurs et institutrices publics des années 1900 (y compris en Loire-Inférieure et Morbihan, 1907, Mayenne, 1910, Côtes-du-Nord, 1922), *Émancipation-Ouest* rassemblant les athées de Bretagne (1983-1987). Le mouvement n'est pas neuf et s'insère dans une tradition amorcée dès les années 1830, lorsque l'émancipation intellectuelle, accomplissant la libération des intelligences, rejoignait le besoin de briser le joug de l'Église. Bien installé à gauche, le mot fait cependant un (grand) pas de côté avec Doriot et *L'émancipation nationale* (1936-1944), organe du PPF ayant son clone dans les Côtes-du-Nord (1939). Si le bulletin de la Ligue française pour le droit des femmes (1897-1929) se range sous la bannière de l'émancipation, c'est seulement dans les années 1980 – et notamment après le rapport et la convention de l'ONU sur le droit des femmes en 1983 – que se retrouve un mot de plus en plus associé, pour la combattre, à discrimination. Or, dans le contexte de l'occupation allemande, l'objectif du « combat » héroïque marquant « l'engagement résistant » par « le refus de l'asservissement », pour « la défense du sol » et de l'orgueil national bafoué ne s'est pas effectué sous une bannière émancipatrice, localisée, fractionnaire et partielle. En revanche, la mobilisation des valeurs de liberté, et de démocratie¹⁵, postulée par la « libération » engageait bien un projet national, total et fusionnel.

Civil, militaire ou politique, l'engagement se solde donc *a priori* par la suffisance d'un acte réfléchi tenant deux parties, dont l'une se fonde dans l'autre. De ce contrat asymétrique devant Dieu, la Nation, une autre famille – le notaire n'étant que le greffier des intérêts scellés en fiançailles¹⁶ –, ... ou un directeur de théâtre, résulte donc ce don de soi (ou d'une fraction de soi), pour la vie, une campagne, « le temps des hostilités », la saison¹⁷...

15. SAINCLIVIER J. et D. VEILLON, « Sens et formes dans la Résistance », art. cit.

16. *To be engaged* désigne ce même instant de la promesse et de l'alliance.

17. « Engagement », Pierre Larousse, *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, t. 7, Paris, Administration du Grand dictionnaire universel, 1870, p. 566.

L'élasticité du temps n'a d'égale que la fidélité ou la versatilité des contractants comme on l'a vu et qui fera le lit de l'époux volage, du spectateur déçu, du déserteur ou de l'apostat. L'économie morale de la parole donnée répondant à celle de la foule dresserait-elle seulement, sur le fil ténu de la conscience, l'alternative du sacrifice ou du renoncement? Non bien sûr. L'infinité des nuances de gris invite à décliner en typologies successives – immédiates, momentanées ou pérennes – ces *comportements* que la sociologie électorale balbutiante réduisait à quelques critères. Pourtant, davantage que tous ces contrats synallagmatiques, c'est évidemment celui ou ceux passés avec soi (et l'entre-soi) qui comptent le plus. Et ce n'est ni un paradoxe ni une clause de style que de constater combien l'Ouest se concilie violence de l'engagement et retenue des expressions. La notion induite et transversale de douleur incluse dans l'émancipation – renvoyant à la *capitatis diminutio minima* du droit romain –, comporte donc son lot de coûts symboliques ou réels (les esclaves se rachetant en bien des lieux). Et s'il n'y a pas de contrat dans l'émancipation civile (un mineur pouvant sortir contre son gré, se gouverner soi-même mais sous l'ombrage d'une tutelle ou d'un curateur), on pourrait considérer qu'une part d'obéissance, commune à l'engagement, persiste encore. C'est donc bien et finalement deux faces de l'autorité qui se trouvent interrogées. La passerelle est évidente alors qui embrasse des enquêtes relatives aux recompositions, désengagements, décompositions ou reclassements particulièrement vifs et nécessaires dans l'après-guerre.

Engagement et émancipation sont ainsi deux prismes privilégiés pour appréhender le fait résistant, et plus généralement pour suivre le processus de démocratisation globale de la société dans le xx^e siècle occidental. « Politique et social », l'« engagement » des femmes l'est assurément dans les sociétés rurales de l'Ouest aux xix^e et xx^e siècles ici hésitantes, là promptes à leur offrir une insertion sociale en rapport avec leur poids économique¹⁸.

L'échelle des individus et des groupes, voilà bien l'étiage donnant la bonne mesure des travaux de Jacqueline Sainclivier. Le recours au double prisme lui a ainsi permis, tout en réalisant ses travaux de recherche sur la sociologie de la résistance¹⁹, d'approcher les transformations sociales induisant ou reflétant le changement politique dans la France de l'Ouest, en essayant « d'analyser les permanences et les ruptures²⁰ » et « le rapport entre les pratiques collectives, publiques et les pratiques individuelles, privées²¹ ». Le cadre est d'importance car c'est bien à partir de l'idée que l'échelle régionale était un observatoire efficace pour étudier au plus près des faits macro-

18. COCAUD M. et J. SAINCLIVIER, « Femmes et engagement dans le monde rural (xix^e-xx^e siècles) : jalons pour une histoire », *Ruralia*, n°21, 2007, p. 129-154.

19. SAINCLIVIER J., *La Résistance en Ille-et-Vilaine*, *op. cit.*

20. SAINCLIVIER J., *L'Ille-et-Vilaine (1918-1958) : vie politique et sociale*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 1996 p. 429.

21. SAINCLIVIER J., *L'Ille-et-Vilaine (1918-1958) : vie politique et sociale*, *op. cit.*, p. 431.

historiques²² que de telles analyses sont engagées. « Les analyses locales ou de micro-histoire, méprisées par certains, apportent des éclairages nouveaux ou montrent le décalage entre le discours national et la réalité locale », écrivait-elle en 2001²³. Une fois le cadre régional fixé, Jacqueline Sainclivier n'a pas craint de porter son regard sur l'analyse des spécificités locales²⁴. Elle n'est pas la seule. À y regarder de près, force est de constater que le département ou la région avaient les faveurs de nombre d'historiens dans les années 1970, alors qu'elle entamait ses propres travaux. La « départementalisation » de l'Histoire de France n'est pas alors une commodité ou un risque de « miniaturisation ». Replacé dans le contexte de ces années, le mouvement et pour le coup l'engagement étaient militants puisqu'il s'agissait ni plus ni moins que de contribuer à décentraliser le savoir scientifique²⁵. Mobiliser les témoins, mener des interviews, organiser des tables-rondes, mettre en récit l'histoire de l'espace vécu c'était aussi démocratiser la connaissance du passé²⁶ et d'une certaine façon préparer le tissu associatif qui allait en résulter. Mais local ne veut pas dire isolé. Pour Jacqueline Sainclivier, d'emblée, la démarche départementaliste s'est inscrite dans le cadre d'une recherche collective nationale et générationnelle. Le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale (CH2GM) fondé en 1951, joua ce rôle de cristallisateur. Correspondante pour l'Ille-et-Vilaine à partir de 1973, elle prit le virage de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), unité propre de recherche du CNRS, qui assumait la succession du CH2GM en 1978.

Ce volume de *Mélanges* d'études sur le xx^e siècle offert à Jacqueline Sainclivier fait écho et prolonge en partie le parcours d'une historienne qui est aussi celui d'une génération, née juste après la Seconde Guerre mondiale²⁷, engagée dans la recherche historique au contact des témoins, mais engagée aussi dans la conjoncture protestataire du « moment 68²⁸ » riche en propositions. Ceci prépare évidemment, à d'autres engagements, cette fois à l'heure des responsabilités institutionnelles accompagnant la transformation profonde de l'enseignement supérieur qui s'est produite au cours des années 1980-2000. Jeune agrégée en 1973, nommée dans les

22. SAINCLIVIER J., *L'Ille-et-Vilaine (1918-1958): vie politique et sociale, op. cit.*

23. SAINCLIVIER J., « Genre et pouvoir(s) – Introduction », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 108, n° 2, 2001, p. 68.

24. SAINCLIVIER J., « Culture politique et pouvoirs locaux en Bretagne (1935-1953) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 1996/3, numéro spécial réalisé avec l'IHTP-CNRS, p. 11-30.

25. Lire à ce titre : BRIARD J., A. CHÉDEVILLE, R. DUPUY, C. GESLIN, F. LEBRUN, G. LE GUEN, L. PAPE, J. SAINCLIVIER (préface de J. CHARPY), *L'Ille-et-Vilaine des origines à nos jours*, Saint-Jean-d'Angely, Éd. Bordessoules, coll. « L'histoire par les documents », 1984.

26. Cf. LAGRÉE M. et J. SAINCLIVIER (éd.), *L'Ouest et le politique, mélanges offerts à Michel Denis*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 1996.

27. SAINCLIVIER J., « La Résistance en Bretagne : une identité spécifique ? », dans BOUGEARD C., *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, Brest, CRBC/UBO, 2002, p. 84.

28. Selon l'expression de ZANCARINI-FOURNEL M., *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.

Côtes-du-Nord au collège de Saint-Nicolas-du-Pelem en 1974, puis en lycée au Mans en 1976, elle rejoint l'université Rennes 2 comme assistante en histoire contemporaine en 1984 puis comme maître de conférences avant d'être élue Professeure en 1991, après y avoir assuré des cours et soutenu son doctorat de 3^e cycle en 1978, puis la thèse d'État en 1990²⁹. Pleinement investie dans le développement de l'université Rennes 2 – université à dominante SHS – où elle exerça entre 1984 et 2014, elle a été tour à tour directrice du SUIO³⁰, première vice-présidente du Conseil d'administration chargée de la politique des personnels entre 1996 et 2001, directrice de l'UMR CRHISCO³¹ en 2000-2005, directrice de l'UFR sciences sociales en 2007-2012, tout en assumant de nombreuses fonctions électives dans les différents conseils centraux de son établissement ainsi qu'à deux reprises au Conseil national des universités (CNU). Elle participa également au développement des Presses universitaires de Rennes en tant que codirectrice de la collection « Histoire » et comme membre de son comité éditorial, et demeura attentive à maintenir le lien entre l'université, la recherche et l'enseignement du second degré à travers différentes instances, telle l'Association des professeurs d'histoire géographie (APHG) dont elle fut présidente de la Régionale de Rennes entre 1989 et 1996. Parallèlement à ses propres travaux, elle poursuit avec ses doctorants et de nombreux étudiants les recherches sur la Seconde Guerre mondiale, sur la France et l'Europe contemporaine, la sociologie politique vue à travers l'histoire des élus, des militants, du milieu associatif et des partis, les études de genre. C'est autour de cet ensemble thématique tendu sur l'engagement et l'émancipation que ce volume a été organisé.

En mettant la focale sur les figures de l'engagement, à travers des portraits d'acteurs et des tableaux de groupes, c'est une traversée du xx^e siècle fait d'individus intervenant sur leur quotidien et celui de la collectivité, qui est proposée. Bien que le volume soit jalonné par les guerres – Première et Deuxième Guerres mondiales, guerre froide, guerre d'Algérie –, il n'ouvre pas, de ce fait, sur une lecture d'un siècle dernier marqué par les victimes et placé sous l'emprise du traumatisme. Le passé des femmes et des hommes réunis dans ce volume est épris de liberté ou simplement d'action et d'autonomie. Ces destins se disent et se lisent à la mesure des possibilités induites par des contextes empreints de fortes contraintes politiques, sociales et culturelles, mais aussi de résolutions à mener librement une existence, voire à changer la vie. Comme Jacqueline Sainclivier l'a écrit au sujet des résistants :

29. Doctorat de 3^e cycle en histoire soutenu le 15 décembre 1978 à l'université Rennes 2: *La Résistance en Ille-et-Vilaine, 1940-1944*, sous la direction de Michel Denis ; doctorat d'État soutenu le 22 octobre 1990 à l'université Rennes 2, *Permanences et ruptures en Ille-et-Vilaine (1918-1958): aspects politiques et sociaux*, sous la direction de Michel Denis.

30. SUIO: Service universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle.

31. CRHISCO: UMR CNRS 6040, Centre de recherches historiques sur les sociétés et cultures de l'Ouest européen.

« Les hommes et les femmes de la Résistance ont agi à la mesure de leurs moyens et de leur place dans la société. Sans plan déterminé à l'origine, au fur et à mesure des besoins et des objectifs qui s'imposent ils ont trouvé et "inventé" leurs formes d'action. Ils ont aussi inventé des principes d'organisation : séparation des activités ; cloisonnement des groupes (de trois ou de six) dont seul le chef est en contact avec le niveau supérieur ; subtile combinaison d'obéissance aux ordres et de liberté d'initiative. Ils ont enfin inventé les règles de la clandestinité : l'usage du pseudonyme et parfois l'adoption d'une nouvelle personnalité, de signes de reconnaissance lors des rendez-vous, toujours périlleux, le changement fréquent de domicile, une vie où la confiance absolue dans les camarades se combine avec l'angoisse d'une éventuelle trahison ou d'une filature policière. Les résistants se sont, somme toute, inventé une nouvelle vie³². »

Les textes à portée historiographique viennent compléter ces portraits, précisant ou reprenant des discussions qui ont nourri l'histoire contemporaine sociale et politique ces vingt dernières années. L'accent est mis à cet égard sur l'articulation entre histoire culturelle et histoire politique, les études de genre et des féminismes, les emboîtements d'échelles, l'histoire orale, mais aussi l'écriture de l'histoire en relation étroite avec les témoins, la mémoire de la résistance et de l'occupation. Ce volume, inscrit dans le genre qui est le sien, dit assez la diversité des angles d'attaque mais aussi des points de vue comme des centres d'intérêt qui ont fait les carrières de Jacqueline Sainclivier, qui a toujours insisté pour articuler historiographie régionale et nationale. Elle écrivait encore récemment à propos de la Résistance : « L'historiographie de la Résistance en Bretagne recoupe de ce fait pleinement celle de la Résistance française³³. » Amis, collègues et élèves selon la formule consacrée composent ainsi une *variation contemporaine* en quatre mouvements autour de l'écriture de l'histoire.

32. SAINCLIVIER J., « Multiplicité des formes d'action : redécouverte et invention », dans MARCOT F., B. LEROUX et C. LEVISSE-TOUZÉ (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2006, p. 567.

33. SAINCLIVIER J., « La Résistance en Bretagne : une identité spécifique ? », art. cit., p. 88.